.....
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

**ORGANISATION DE LA CAMPAGNE
 OLEICOLE 1987/1988**

Décret n° 89-815 du 20 juin 1989 portant organisation de la campagne oléicole 1987/1988.

Le Président de la République :

Vu la loi n° 69-64 du 31 décembre 1969 portant loi des finances pour la gestion 1970 et notamment son article 35 ;

Vu la loi n° 70-26 du 19 mai 1970 relative aux modalités de fixation des prix et à la repression des infractions en matière économique ;

Vu le décret-loi n° 70-13 du 16 octobre 1970 portant réorganisation de l'office national de l'huile ratifié par la loi n° 70-53 du 20 novembre 1970 ;

Vu le décret du 18 novembre 1954 relatif à la protection des huiles, ensemble des textes qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le décret n° 71-337 du 8 septembre 1971 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'office national de l'huile tel qu'il a été modifié par les décrets n° 73-32 janvier 1973, n° 73-84 du mars 1973 et n° 80-409 du 15 avril 1980 ;

Vu l'arrêté du 11 février 1957 portant application aux huiles alimentaires les dispositions du décret du 10 octobre 1919 sur les fraudes dans le commerce des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles ou naturels, tel qu'il a été modifié par l'arrêté du 24 mars 1959 ;

Vu l'avis des ministres du plan et des finances, de l'économie nationale et de l'agriculture ;

Vu l'avis du tribunal administratif.

Décète :

Article premier. — Dans le cadre du monopole qui lui est confié par le décret-loi n° 70-13 du 16 octobre 1970, l'office national de l'huile charge par voie de convention conformément à un cahier des charges, des intermédiaires préalablement agréés par les ministres de l'économie nationale et de l'agriculture de la collecte de l'huile d'olive et des huiles de grignons dans certaines localités où il estime nécessaire de renforcer les centres de collecte.

Art. 2. — Les oléifacteurs assurent la rétrocession à l'office national de l'huile des huiles d'olive produites dans leurs huileries, soit que ces huiles proviennent des olives acquises par eux ou leur appartenant ou qu'elles constituent des apports de leurs clients, ces huileries sont réputées « organismes de collecte » et doivent à ce titre, suivre toutes les instructions qui leur sont données par l'office national de l'huile.

Art. 3. — L'indemnité relative aux opérations de collecte des huiles d'olive visées aux articles 1 et 2 du présent décret s'effectue dans les conditions suivantes :

1) Les collecteurs visés à l'article premier du présent décret bénéficient d'un millime et demi par kilo collecté chez les tiers.

2) Les collecteurs visés à l'article premier du présent décret et les oléifacteurs visés à l'article 2 du présent décret peuvent prétendre à :

a) une prime de 1,416 dinars par tonne et par mois pour les huiles d'olive pour lesquelles, ils auront obtenu l'avance correspondante à 90% de leur valeur mais qu'ils conservent pour le compte de l'office national de l'huile dans leurs piles scellées par les agents de cet organisme.

Toutefois, au cas où, à la liquidation de l'opération il s'avèrerait que la quantité livrée est inférieure de plus de 5% à la quantité déclarée, la prime de 1,416 dinars est ramenée à 0,916 dinars.

b) une prime de 5,916 dinars par tonne et par mois au titre des huiles dont la livraison et le paiement sont différés.

Art. 4. — L'office national de l'huile est tenu de verser en contre partie des livraisons d'huile d'olive de la récolte 1987/1988 des avances sur les prix définitifs de leur commercialisation payable au moment de la livraison conformément au tableau ci-après :

Acidité	Avance	Acidité	Avance
0,30	1.250,00		
0,35	1.244,11	2,20	1.080,00
0,40	1.238,24	2,25	1.077,19
0,45	1.232,41	2,30	1.074,40
0,50	1.226,60	2,35	1.071,61
0,55	1.220,82	2,40	1.068,83
0,60	1.215,07	2,45	1.066,06
0,65	1.209,34	2,50	1.063,29
0,70	1.203,64	2,55	1.060,53
0,75	1.197,97	2,60	1.057,73
0,80	1.192,32	2,65	1.055,04
0,85	1.186,70	2,70	1.052,30
0,90	1.181,11	2,75	1.049,57
0,95	1.175,54	2,80	1.046,85
1,00	1.170,00	2,85	1.044,13
1,05	1.164,90	2,90	1.041,42
1,10	1.159,82	2,95	1.038,72
1,15	1.154,77	3,00	1.036,02
1,20	1.149,74	3,05	1.033,34
1,25	1.144,73	3,10	1.030,65
1,30	1.139,74	3,15	1.027,98
1,35	1.134,77	3,20	1.025,31
1,40	1.129,83	3,25	1.022,65
1,45	1.124,90	3,30	1.020,00
1,50	1.120,00	3,35	1.018,56
1,55	1.117,09	3,40	1.017,12
1,60	1.114,20	3,45	1.015,68
1,65	1.111,30	3,50	1.014,25
1,70	1.108,42	3,55	1.012,81
1,75	1.105,55	3,60	1.011,38
1,80	1.102,68	3,65	1.009,95
1,85	1.099,82	3,70	1.008,52
1,90	1.096,96	3,75	1.007,10
1,95	1.094,12	3,80	1.005,67
2,00	1.091,28	3,85	1.004,25
2,05	1.088,45	3,90	1.002,83
2,10	1.085,62	3,95	1.001,42
2,15	1.082,81	4,00	1.000,00

Au delà de 4^e d'acidité : la valeur de l'huile est obtenue par l'application de la formule suivante :

$$V_A = 600 \times (1,003197762)^{(200 - 10 \times A)}$$

V_A : Valeur de l'huile correspondante à une acidité A supérieure à 4^e.

Les acomptes s'entendent pour une marchandise loyale et marchande n'ayant pas de défauts organoleptiques et livrée piles vendeurs après agrégé contradictoire.

Toutefois, ces acomptes constituent un prix définitif pour les livreurs d'huiles, non producteurs.

Art. 5. — Le prix de vente définitif à l'office national de l'huile de l'huile raffinées de grignon est fixé à 620 millimes par kilo.

Art. 6. — Le prix de vente des huiles acides et des pâtes de neutralisation destinées à la fabrication du savon est fixé à 370 millimes par kilo de matière grasse.

Art. 7. — Au terme de la campagne 1987/1988 et selon les résultats de commercialisation des huiles de pression acquises par l'office national de l'huile un complément de prix pourrait être accordé aux producteurs qui ont livré de l'huile d'olive à l'office national de l'huile et qui sont domiciliés auprès d'une huilerie agréée par l'office.

Art. 8. — Le détention et le colportage en vue de la vente ainsi que la mise en vente pour la consommation locale des huiles d'olive ou de grignons en vrac ou sous emballage sont interdits à l'exception des huiles d'olive vendues dans les conditions suivantes :

— huiles conditionnées par les soins ou pour le compte de l'office national de l'huile ou par les conditionneurs agréés qui pourront être mises en vente à la consommation aux prix fixés par les services compétents du ministère de l'économie nationale.

— huiles destinées à la constitution des stocks familiaux provenant directement des huileries agréées et ne dépassant pas 200 kg par famille.

Cette quantité peut être prélevée par les producteurs sur leur propre production ou être achetée par les non producteurs aux huileries spécialement agréées à cet effet par l'office national de l'huile.

Art. 9. — Toute circulation des huiles d'olive ou de grignons qu'elle que soit sa destination doit être autorisée par un laissez-passer délivré à cet effet par l'office national de l'huile ou par les délégués des gouverneurs territorialement compétents.

Ces dispositions ne s'appliquent pas pour les huiles visées au paragraphe 3 de l'article 8 du présent décret.

Art. 10. — Tout propriétaire ou locataire d'une huilerie est tenu avant la mise en marche de celle-ci d'adresser à l'office national de l'huile une déclaration établie en double exemplaire sur les imprimés spéciaux mis à la disposition des intéressés par cet organisme. L'un des exemplaires de cette déclaration est retourné au déclarant avec l'accusé de réception de l'office national de l'huile et doit être présenté à toute réquisition.

Art. 11. — Toute personne qui contrevient aux dispositions du présent décret est passible des peines prévues par la législation en vigueur.

Art. 12. — Toutes dispositions antérieures contraires sont abrogées.

Art. 13. — Les ministres du plan et des finances, de l'économie nationale et de l'agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel de la République tunisienne*.

Tunis, le 20 juin 1989

ZINE EL ABIDINE BEN ALI

TERRE COLLECTIVE

Décret n° 89-843 du 3 juillet 1989, relatif à l'approbation des décisions de rectification d'attribution à titre privé de terres collectives relevant de la collectivité Ouled M'nassar (Chakhar) du gouvernorat de Sidi Bouzid.

Le Président de la République ;

Vu la loi n° 64-28 du 4 juin 1964 fixant le régime des terres collectives tel que modifiée et complétée par la loi n° 71-7 du 14 janvier 1971 et par la loi n° 79-27 du 11 mai 1979 ;

Vu le décret n° 65-327 du 2 juillet 1965 fixant les modalités d'application de la loi n° 64-28 du 4 juin 1964 sus-visée, tel que modifié par le décret n° 81-327 du 10 mars 1981 ;

Vu le décret n° 74-683 du 2 juillet 1974 relatif à l'approbation des décisions d'attribution à titre privé de terres collectives relevant de la collectivité Ouled M'nassar (Chakhar) du gouvernorat de Sidi Bouzid ;

Vu le procès-verbal du conseil de gestion de la collectivité d'Ouled M'nassar (Chakhar) à la délégation de Ben Aoun en date du 16 mai 1985, relatif à la rectification des erreurs matérielles de prénom des attributaires des parcelles n° 181 et 183 faisant partie de la terre collective dite Chakhar et sise à la délégation de Bir El Hfay, approuvé par le conseil de tutelle régional du gouvernorat de Sidi Bouzid le 20 mai 1985 et le ministre de l'agriculture le 15 juin 1987 ;

Vu l'avis du ministre de l'agriculture.

Décrète :

Article premier. — Sont approuvées les décisions du conseil de gestion de la collectivité Ouled M'nassar (Chakhar) à la délégation de Ben Aoun, relatives à la rectification des erreurs matérielles de prénom des attributions des parcelles n° 181 et 183 faisant partie de la terre collective dite Chakhar et sise à la délégation de Bir El Hfay, consignées dans son procès-verbal en date du 16 mai 1985 approuvé par le conseil de tutelle régional du gouvernorat de Sidi Bouzid le 20 mai 1985 et le ministre de l'agriculture le 15 juin 1987 et ce conformément au talbeau et plan parcellaire annexés au présent décret.

Art. 2. — Le ministre de l'agriculture est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel de la République tunisienne*.

Tunis, le 3 juillet 1989.

P. le Président de la République
et par délégation
Le Premier ministre
HEDI BACCOUCHE

EXAMENS PROFESSIONNELS

Arrêté du ministre de l'agriculture du 1^{er} juillet 1989 portant ouverture d'un examen professionnel pour l'intégration des ouvriers appartenant aux catégories VIII et IX dans le grade de secrétaire d'administration.

Le ministre de l'agriculture ;

Vu la loi n° 83-112 du 12 décembre 1983 fixant le statut général des personnels de l'Etat, des collectivités publiques locales et des établissements publics à caractère administratif ;

Vu le décret n° 85-267 du 15 février 1985 fixant le statut particulier du corps administratif commun des administrations publiques ;

Vu le décret n° 85-1215 du 5 octobre 1985 fixant le statut particulier des ouvriers de l'Etat, des collectivités publiques locales et des établissements publics à caractère administratif ;

Vu l'arrêté du 27 septembre 1988 fixant les modalités de l'examen professionnel pour l'intégration des ouvriers appartenant aux catégories VIII et IX dans le grade de secrétaire d'administration.

Arrête :

Article premier. — Un examen professionnel pour l'intégration de 4 ouvriers appartenant aux catégories VIII et IX dans le grade de secrétaire d'administration est ouvert au ministère de l'agriculture.

Art. 2. — Le déroulement des épreuves écrites aura lieu le 21 septembre 1989 et jours suivants.

Art. 3. — La clôture du registre d'inscription est fixée au 21 août 1989.

Tunis, le 1^{er} juillet 1989.

Le ministre de l'agriculture
NOURI ZORGATI

VU
Le Premier ministre
HEDI BACCOUCHE